

CEGESOMA NEWSLETTER

N° 62 - JANVIER 2021

PROJET POSTWAREX

Résultats d'un premier workshop consacré aux sources utiles pour les archives militaires dans le cadre de la répression d'après-guerre. [\[LIRE LA SUITE\]](#) (<https://www.cegesoma.be/fr/publication/parution-du-double-numero-8099histoire-contemporaine>)

PUBLICATION

A découvrir : le dernier double numéro (3-4/2020) de la Revue [\[LIRE LA SUITE\]](#) (<https://www.cegesoma.be/fr/publication/parution-du-double-numero-8099histoire-contemporaine>)

LES ENFANTS DE LA COLLABORATION

Un documentaire qui souligne l'importance de l'accès aux archives militaires, une demande qui reste d'actualité tant en termes de débat public que de recherche. [\[LIRE LA SUITE\]](https://www.cegesoma.be/fr/news/les-enfants-de-la-collaboration-ou-les-archives-militaires) (<https://www.cegesoma.be/fr/news/les-enfants-de-la-collaboration-ou-les-archives-militaires>)

EHRI

Appel à candidatures pour les bourses EHRI - Conny Kristel. [\[LIRE LA SUITE\]](#) (<https://www.cegesoma.be/fr/news/candidats-pour-les-bourses-ehri-conny-kristel>)

SALLE DE LECTURE

Vous êtes les bienvenus en toute sécurité dans la salle de lecture. [\[LIRE LA SUITE\]](https://www.cegesoma.be/fr/r%C3%A9ouverture-des-salles-de-lecture-5-janvier-2021) (<https://www.cegesoma.be/fr/r%C3%A9ouverture-des-salles-de-lecture-5-janvier-2021>)

Un premier workshop pour le projet Postwarex : Les sources des juridictions militaires pour étudier la peine de mort et les exécutions capitales après la Seconde Guerre mondiale



Exécution, 1948 - De Bruyne E. - Riemst - Droits réservés - photo n° 93220

Le lundi 14 décembre 2020, l'équipe du [projet BRAIN 2.0](#) [POSTWAREX](#) ([Dirk Luyten](#) et [Élise Rezsöhazy](#) pour le CegeSoma, Stanislas Horvat et Dimitri Roden pour l'École royale militaire) a tenu son premier workshop en ligne (fermé). L'objectif principal de l'après-midi de travail était de réunir des

chercheurs qui étudient la répression de la collaboration de la Seconde Guerre mondiale, la magistrature (militaire), ou encore les exécutions capitales ainsi que les archivistes en charge des archives judiciaires, afin de discuter des sources utiles aux recherches menées par l'équipe de POSTWAREX. Celle-ci s'interroge en particulier sur les exécutions capitales auxquelles on a procédé dans le cadre de cette répression d'après-guerre, et sur le processus décisionnel qui a mené jusqu'à ces exécutions, problématique qu'elle aborde par le prisme de la justice militaire. L'attention était donc particulièrement portée vers les sources juridiques issues des tribunaux militaires et de la Cour militaire qui ont mené cette répression et celles produites par les auditorats militaires et par l'auditorat-général.

Une trentaine de chercheurs belges, français et néerlandais ont ainsi participé au workshop. Outre la présentation globale du projet par Dirk Luyten (CegeSoma), [Johannes Van De Walle](#) (AGR 2 – dépôt Cuvelier) nous a offert une vue d'ensemble des sources issues des juridictions militaires présentes au dépôt Cuvelier des Archives générales du Royaume. Il a ainsi pointé la diversité des sources, à la fois de leur nature et de leur origine, la complexité de leur classement, les spécificités propres aux dossiers des différents conseils de guerre et les difficultés heuristiques engendrées par ces spécificités.

Élise Rezsöhazy a ensuite proposé un parcours à travers les sources, essentiellement issues de l'Auditorat général, qui lui permettent une approche institutionnelle et métajuridique de la question des exécutions. Elle a exposé les limites heuristiques de ces sources et ce que, d'un autre côté, elles permettent de documenter. Elle a ainsi montré que le cadre général, à la fois légal, institutionnel et pratique, dans lequel les auditorats militaires et l'Auditorat

général ont conduit cette répression peut être reconstitué grâce aux documents conservés par le *Service des Instructions générales* ou par le service qui lui succède, le *Service de Documentation*.

Dimitri Roden nous a, quant à lui, entretenu des archives des conseils de guerre et de la Cour militaire sur lesquelles il travaille depuis le début du projet afin d'établir une base de données des personnes condamnées à mort et exécutées et de répondre à l'une de nos questions de recherche : pourquoi certains condamnés à mort sont exécutés et d'autres non ? Il nous a en particulier présenté les limites et possibilités offertes par les dossiers administratifs individuels des personnes exécutées, établis au niveau des auditorats militaires, dans lesquels les informations relatives aux procédures judiciaires, aux demandes de grâce et aux questions administratives qui entourent l'exécution de la peine sont reprises. Il y remarque entre autres l'absence de l'Auditeur général, Ganshof van der Meersch puis Paul van der Straeten, et l'importance du rôle des auditorats militaires, où les premières instructions sont menées. Les deux chercheurs du projet ont d'ailleurs souligné l'importante lacune laissée par l'absence des sources issues de ces auditorats militaires, au niveau desquels d'importants enjeux semblent se présenter alors que ces organes sont à la base de la répression de la collaboration et donc des exécutions capitales.

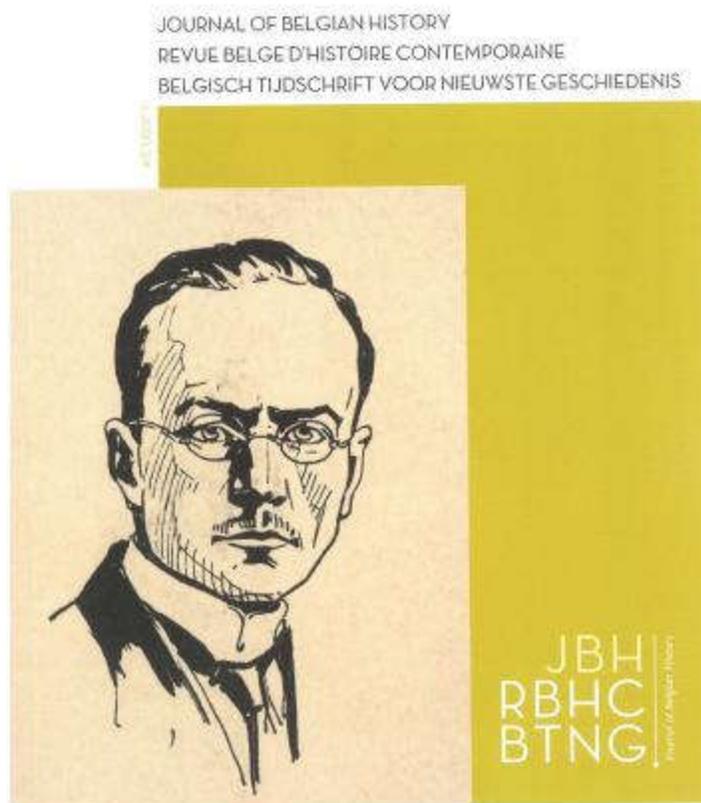
Il est ensuite ressorti des discussions avec l'assistance que ces sources apporteront certainement un nouveau regard sur la question des exécutions et de la répression, en ce qu'elles permettent une approche par le biais d'acteurs dont les archives n'étaient alors pas exploitées. L'accès aux dossiers des cours et tribunaux militaires permettra également certainement de compléter les recherches menées ces dernières années sur base de sources plus politiques, de la presse ou des documents à portée restreinte.

© CegeSoma | Square de l'Aviation 29, 1070 Anderlecht | 02 556 92 11

[Home](#) » [Publication](#) » Parution du double numéro (3-4/2020) de la Revue Belge d'Histoire contemporaine

Parution du double numéro (3-4/2020) de la Revue Belge d'Histoire contemporaine

RBHC



Le dernier double numéro (3-4) de la RBHC (Revue Belge d'Histoire Contemporaine) de 2020 vient de paraître. Ce numéro est composé de cinq articles aux thématiques variées, issus pour la plupart de thèses de doctorat ou de mémoire de maîtrise fraîchement défendus et de 10 comptes rendus critiques de travaux universitaires récemment publiés.

La première contribution (en néerlandais) est issue de la thèse de doctorat (2019) d'un historien gantois, Jan Naert. Dans cet article, il remet en perspective l'action et les stratégies mises en place par les bourgmestres et maires pour tenter d'assurer une transition non violente du statut de paix au statut d'occupation pendant la Première Guerre mondiale en Belgique occupée et dans le nord de la France occupée. Ce nouveau focus permet de nuancer l'historiographie de cette période qui est encore trop souvent exclusivement centrée sur les

violences allemandes à l'encontre des populations civiles.

La seconde contribution (en français) est de la plume d'Alain Rahier, titulaire d'un master en Histoire et d'un master en Histoire militaire. Dans cet article, il étudie de manière approfondie la façon dont les troupes d'occupation anglo-néerlandaises et prussiennes, qui se partageaient en 1814-1815 le territoire de la future Belgique, ont financé cette occupation.

Le troisième article (en français) est signé par Iris Flagothier, détentrice d'un double master en Histoire et en Muséologie. Elle y analyse l'histoire du Mouvement wallon à travers l'histoire du genre en s'attardant sur le cas de l'Union des Femmes de Wallonie et de son instigatrice, Marguerite Horion-Delchef. Une 'Union' qui, malgré son échec relatif au niveau émancipation féminine, va, au sein d'un Mouvement wallon essentiellement réservé aux hommes, préparer le terrain pour les mouvements féminins dans les décennies qui vont suivre.

La quatrième contribution (en anglais) est issue du doctorat (2020) d'Heidi Degerickx et est le résultat d'une co-rédaction avec ses trois (co-)promoteurs. Le 17 octobre 1994, les Nations Unies proclamaient la première 'Journée mondiale contre la pauvreté' et un 'Rapport général sur la Pauvreté' (RGP) était publié pour la circonstance. Etape importante dans la gestion politique belge de la pauvreté il induisait une forme de reconnaissance publique dans l'intérêt et les soins apportés aux personnes socialement défavorisées et introduisait l'idée de donner une voix aux pauvres. Cet article analyse la genèse de ce rapport et examine comment les acteurs sociaux impliqués dans sa rédaction ont tenté de mobiliser 'la voix des pauvres' comme instrument rhétorique.

Le dernier article (en néerlandais) est de la plume de Nico Wouters (CegeSoma-AGR, *UGent*). Il s'attarde sur le cas de Leo Vindevogel (1888-1945), bourgmestre de guerre de Ronse/Renaix, qui est le seul parlementaire à avoir été exécuté pour faits de collaboration après la Libération. Après sa mort, il est devenu, en tant que martyr, l'un des symboles les plus iconiques en Flandre de la représentation des échecs de la répression d'après-guerre. Cet article analyse en profondeur le lien entre 'vérité historique' et formation d'un mythe.

Ce double numéro peut être commandé auprès de [Hilde Keppens](#) (CegeSoma) ou via jbh-admin@cegesoma.be. Les articles seront ajoutés en 2021 aux archives numériques de la RBHC, qui sont entièrement accessibles via www.journalbelgianhistory.be.

LIENS INTÉRESSANTS

[Leo Vindevogel dans Belgium WWII](#)

© CegeSoma | Square de l'Aviation 29, 1070 Anderlecht | 02 556 92 11

[Home](#) » [News](#) » Les Enfants de la Collaboration ou les archives de la Collaboration ?

Les Enfants de la Collaboration ou les archives de la Collaboration ?



Une campagne promotionnelle exceptionnelle

Trois ans après la série flamande « Kinderen van de collaboratie », le 25 novembre 2020, la RTBF diffusait « Les Enfants de la Collaboration », un documentaire réalisé par Tristan Boulard et Anne-Cécile Huwart et coproduit par la RTBF/Les Gens. Rarement un documentaire historique aura bénéficié d'une telle campagne promotionnelle : une petite trentaine d'articles en ligne ou dans des éditions papier de la presse écrite, plusieurs interviews radio, une présentation lors du journal télévisé le jour même de la diffusion. Difficile d'ignorer l'événement qui a d'ailleurs été suivi par 361.869 téléspectateurs, soit plus de 24 % de part de marché.

Une diffusion sur Canvas

Il est assez rare que des programmes télévisés diffusés dans une des communautés soient repris par l'autre. C'est pourtant ce qui s'est fait avec « Les Enfants de la Collaboration ». Diffusé en *prime time* sur la RTBF, le programme a ensuite été diffusé sur Canvas les 6 et 13 janvier 2021 ; la chaîne flamande ayant en effet scindé le programme en deux épisodes. Pour Canvas, cette diffusion s'inscrivait dans une certaine logique puisque cette même chaîne avait déjà diffusé toutes les séries « Kinderen van... ». Il n'empêche que le fait est assez rare pour qu'il soit souligné. Certes, le taux d'audience est inférieur à ce qu'il a été côté francophone mais il n'en reste pas moins honorable (207.867 téléspectateurs pour le premier épisode et 251.688 pour le second) compte tenu du contexte : une présentation à une heure plus tardive, un premier épisode diffusé le jour même où se déroulaient les événements du Capitole, une campagne de presse modeste, un programme entièrement sous-titré...

Le regard d'historiens relégué sur la plateforme Auvio de la RTBF

Initialement, le documentaire devait être accompagné d'un second volet, « Le regard d'historiens », à l'instar des séries diffusées sur Canvas. La RTBF a fait un autre choix et ce volet n'est visible que sur la plateforme Auvio et via le site du CegeSoma. Ce second volet n'a pas non plus été repris sur Canvas. Si l'émotion que génère le regard des témoins est essentielle, elle n'en reste pas moins insuffisante dès lors que l'on veut aussi appréhender les faits dans le registre de la connaissance. On sait combien il peut y avoir un fossé entre les représentations sociales et les faits eux-mêmes. Régulièrement aussi on épingle l'absence de connaissances du public sur la Seconde Guerre mondiale, en ciblant particulièrement la jeunesse. Force est de constater que l'absence de la diffusion du volet historique de contextualisation, s'il a bien sollicité quelque regret, n'a pourtant guère fait débat alors que précisément un de ces objectifs était de recontextualiser les faits et de permettre leur compréhension, notamment par un public « jeune ». Sous le titre « Devoir de mémoire : la grande passoire », le journaliste et réalisateur Sylvestre Sbille est revenu, dans *L'Écho* du 2 janvier 2021, sur l'émission à la fois pour regretter l'absence de débat après sa diffusion mais aussi le manque de connaissances relatives à cette période parmi les élèves de l'enseignement secondaire sans pourtant mentionner le complément historique à l'émission.

Le retour des « vieux démons »

Il y a quelques jours, à l'occasion de la polémique sur la présence de Staf De Clercq et d'August Borms dans une galerie de portraits de personnalités ayant contribué à l'émancipation de la langue et du peuple flamands dans une édition spéciale du magazine *Newsweek*, l'historien Hervé Hasquin déclarait dans les colonnes du journal *Le Soir* : « pourquoi ne dit-on pas qu'il y a eu aussi des collaborateurs wallons qui étaient d'authentiques fascistes, alors que le nationalisme flamand a surtout trouvé dans la collaboration avec l'Occupant une manière d'arriver à ses fins ». Et l'ancien ministre-président d'insister sur la nécessité d'expliquer et de dénoncer une histoire par omission. Il nous semble pourtant que cette omission ne correspond nullement à la réalité mais bien à des choix médiatiques. Depuis longtemps, toutes les controverses relatives au passé de collaboration de telle ou telle personnalité fonctionnent comme un soufflé : beaucoup de vagues, des cris, polémiques et controverses et puis plus rien. Le soufflé retombe et perd son pouvoir d'attraction. L'information privilégie le *scoop*, l'effet d'annonce. Ce n'est pas à la suite de la diffusion du documentaire « Les Enfants de la Collaboration » que le monde politique a réclamé l'accès aux archives mais bien suite à la présence de Staf De Clercq et d'August Borms dans le magazine *50 jaar Vlaams Parlement*. Or, comme le rappelle l'archiviste général Karel Velle, l'émission a bel et bien provoqué une demande importante d'accès aux archives : sur les 89 demandes introduites côté francophone en 2020, 46 l'ont été entre le 25 novembre (date de diffusion de l'émission sur la RTBF) et le 31 décembre 2020. Il y a donc

bel et bien une véritable demande sociale et un besoin d'histoire, de confrontation à la réalité des faits, au-delà des émotions.

Un travail dans l'ombre ?

Depuis de nombreuses années, les historiens ont consacré des travaux à la collaboration et à ses conséquences. Certes, des pans de cette histoire restent à écrire. Les archives de la répression sont loin d'avoir révélé tous leurs secrets. Mais au-delà des polémiques, des controverses, c'est aussi une histoire sociale des engagements qui peut s'écrire, une histoire des procédures judiciaires et des attentes sociétales qui les accompagnaient. Quel(s) regard(s) les contemporains ont-ils porté sur ces procès ? Si les premières condamnations font la une des journaux, ils ne sont que six journalistes à suivre le procès de Léon Degrelle en décembre 1944. Dans le public, il n'y a qu'une vingtaine de personnes. Il est vrai que le principal intéressé brille par son absence. Quelques mois plus tard, en septembre 1945, la mort de Leo Vindevogel, bourgmestre de Renaix et seul parlementaire exécuté pour collaboration, ne fait l'objet que d'un entrefilet à la une du *Nieuwe Standaard* alors que dix ans plus tard, le même journal n'hésitera pas à comparer cette condamnation à l'affaire Dreyfus. La complexité de ces mécanismes ne peut se résumer à un scoop ou à une colère nourrie par l'émotion.

Et demain ?

Reste pourtant à espérer que ces controverses puissent contribuer à faire avancer le débat. En d'autres termes, que la gestion et le processus de consultation des archives de la répression soient laissés aux Archives de l'État mais aussi que la recherche et la diffusion des connaissances qu'elle génère trouvent une véritable place là où le besoin existe : dans l'enseignement, dans le débat public et dans les livres d'histoire.

Chantal Kesteloot

Autres actualités

[Appel à candidats pour les bourses EHRI-Conny Kristel](#)

[Un premier workshop pour le projet Postwarex](#)

[Le CegeSoma dans les médias](#)

[Trois questions à ... une nouvelle 'docteure', Anne Chardonens, responsable de l'accès numérique aux collections du CegeSoma](#)

[Les Transmissions : la guerre en héritage](#)

[Des vies à jamais bouleversées](#)

[Un nouveau collègue renforce l'équipe scientifique permanente du CegeSoma](#)

[Vérité historique et représentation de la Seconde Guerre mondiale en Belgique en ces temps dits 'd'après-vérité'](#)

[L'histoire coloniale belge dans la RBHC](#)

[Papy était-il un héros ?](#)

[Le singulier été 1940](#)

[Science et vérité : archives et recherche](#)

1

2



© Cegesoma | Square de l'Aviation 29, 1070 Anderlecht | 02 556 92 11

Appel à candidats pour les bourses EHRI-Conny Kristel



La Dr. Anna Ullrich en conversation avec quelques anciens boursiers EHRI pendant la conférence 'Holocaust Studies in its Social Setting', le 3 juillet 2019 à Amsterdam. (Photo Marc Nauwen/EHRI)

EHRI (European Holocaust Research Infrastructure), dont les Archives de l'Etat/CegeSoma sont l'un des partenaires, a pour objectif de faciliter la recherche internationale sur l'Holocauste en permettant un accès plus aisé aux archives et en stimulant les contacts internationaux entre les chercheurs sur le sujet.

Un des moyens d'y parvenir sont les bourses *EHRI-Conny Kristel*, qui offrent à de jeunes chercheurs sur l'Holocauste la possibilité d'effectuer des recherches archivistiques dans l'une des institutions partenaires d'*EHRI*. Il est

également possible de demander une bourse *EHRI* pour les Archives de l'État/CegeSoma (si vous travaillez en Belgique, vous ne pouvez pas postuler pour une bourse aux Archives de l'État/CegeSoma, mais vous pouvez le faire pour une institution située en dehors de la Belgique).

Vous trouverez de plus amples informations sur les conditions et la procédure à suivre ici (lien vers <https://ehri-project.eu/call-ehri-conny-kristel-fellowship-programme-2021>). Les candidatures sont acceptées jusqu'au 15 mars 2021. Si vous avez des questions sur les possibilités qu'offrent les Archives de l'Etat/CegeSoma pour la recherche sur l'Holocauste, vous pouvez prendre contact avec dirk.luyten@arch.be.

© Cegesoma | Square de l'Aviation 29, 1070 Anderlecht | 02 556 92 11



Réouverture des salles de lecture - 5 janvier 2021

Depuis le **mardi 5 janvier 2021** toutes nos salles de lecture sont rouvertes pour toutes et pour tous, sur rendez-vous et moyennant le strict respect des mesures de sécurité.

Pour **réserver** une place, il faut contacter par e-mail le dépôt des Archives de l'Etat concerné au moins deux jours ouvrables à l'avance. Les coordonnées de nos services se trouvent [ici](#). Pour le Cegesoma : cegesoma@arch.be.

Pour préparer au mieux votre visite, vous pouvez consulter ici les [mesures de précaution particulières prises dans la lutte contre la propagation de la Covid-19](#).

Nous vous tiendrons au courant via notre site internet et notre page [Facebook](#) et vous remercions pour votre compréhension.

© Cegesoma | Square de l'Aviation 29, 1070 Anderlecht | 02 556 92 11